

# Droite et gauche en ordre de bataille

**A**u premier jour de la campagne officielle, droite et gauche se sont mis, hier, en ordre de bataille pour les élections législatives des 10 et 17 juin, à vingt jours du premier tour.

L'UMP et ses alliés centristes partent largement favoris de ce scrutin qui a toujours confirmé le résultat de la présidentielle lorsqu'il s'est déroulé dans la foulée.

Selon un sondage TNS Sofres-Unilog pour LCI, RTL et « Le Figaro », la majorité présidentielle recueillerait 40 % des intentions de vote au premier tour, ce qui lui permettrait de disposer d'une confortable majorité de 365 à 415 sièges à l'Assemblée nationale. Dans ce contexte, le seul danger qui guette l'UMP est celui de la démobilisation. Chargé par Nicolas Sarkozy de conduire à la bataille la majorité présidentielle, le Premier ministre François Fillon, a réuni, hier matin, une vingtaine de responsables de l'UMP à Matignon. Deux représentants de l'Élysée étaient présents. Le chef du gouvernement « a rappelé l'importance de gagner cette élection (...) et la nécessité d'avoir une majori-

rité à la fois large et diverse », a rapporté le porte-parole de l'UMP Luc Chatel.

## Fillon à Marseille demain soir

Le Premier ministre va mouiller sa chemise pour constituer cette majorité. Il reçoit aujourd'hui les parlementaires de la majorité, et tiendra sa première réunion publique demain soir à Marseille. Onze ministres, dont M. Fillon dans la Sarthe, sont candidats.

Du côté du PS, crédité de 28 % des intentions de vote, le principal souci est d'éviter un raz-de-marée UMP. Une majorité « écrasante » inciterait Nicolas Sarkozy et son gouvernement à « aller jusqu'au bout d'une logique de destruction et de régression sociale », a averti Stéphane Le Foll, bras droit de François Hollande et candidat contre M. Fillon dans la Sarthe. Les socialistes tiendront eux aussi leur premier grand meeting demain soir à Bordeaux en présence de François Hollande et du député Vert Noël Mamère. Deux autres réunions publiques nationales sont prévues.

Crédité de 15 % des intentions de vote mais de seulement deux à dix sièges, François Bayrou va lui aussi lancer la campagne de son nouveau Mouvement démocrate (MoDem) lors d'un rassemblement jeudi au Zénith de Paris. Abandonné par 24 de ses députés sortants sur 29, candidats sous le label de la majorité présidentielle, le président de l'UDF part au combat à la tête de 535 candidats souvent néophytes. L'objectif, constituer un groupe avec au moins 20 députés, paraît difficile à atteindre.

« Le président de la République a tous les pouvoirs entre les mains. Il est nécessaire de bâtir un contre-pouvoir », a souligné le dirigeant centriste dimanche soir sur France 3. La tâche s'annonce toute aussi ardue pour le Front national, crédité de seulement 3,5 % des intentions de vote et d'aucun siège.

Au total, 7640 candidats se présentent dans les 577 circonscriptions législatives, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. C'est un peu moins qu'en 2002, où on en avait dénombré 8456.

## ÉDITORIAL

Marc Chevanche



## Elections, confirmation

La campagne législative est lancée et la logique majoritaire de nos institutions devrait faire son œuvre. Mais, si une forte majorité des candidats qui partiront à la bataille sous la bannière du nouveau Président élu a des chances raisonnables de sortir des urnes, ce ne sera pas seulement le fait du scrutin majoritaire à deux tours. Cela tiendra surtout à deux atouts dont le camp présidentiel est doté et qui manquent cruellement à l'opposition. Le premier atout est l'invocation à la cohérence des comportements politiques. Même si le discours sur le rassemblement de Nicolas Sarkozy a pu, en partie, diluer le clivage entre les camps en présence, la confrontation législative, naturellement, le ressuscite. L'argument qui sera sans doute ressassé – « Donnez-moi la majorité nécessaire pour mettre en œuvre la politique que vous avez choisie en m'élisant » – a une force d'évidence difficilement contestable. Comme de surcroît Ni-

colas Sarkozy a réussi le tour de force de faire oublier que la majorité en question était une majorité sortante, l'objectif devrait être atteint. D'autant que, deuxième atout, le camp présidentiel dispose d'un leadership incontesté alors que l'opposition socialiste en est dépourvue, au mieux, ou sujet à division affichée, au pire. Contre la promesse d'une élection législative en consonance avec celle présidentielle, le Parti socialiste et ses faibles alliés sont alors réduits à invoquer la nécessité de faire contrepoids à une majorité qui serait excessive. L'argument n'est pas sans valeur, mais il doit se garder d'être lui-même exposé de manière excessive. Car la démocratie n'est pas en péril, pas plus que Nicolas Sarkozy n'est un homme « dangereux ». Tout concourt donc à ce que les élections prochaines soient des élections de confirmation. L'élection-sanction, ce sera pour plus tard.



Ségolène Royal a déclaré, hier à Poitiers, qu'elle se déplacera « dans toute la France » pour apporter son soutien à une centaine de candidats qui le lui ont réclamé. Photo AFP

## ■ sondage

# Un Français sur trois impute au PS la défaite de Ségolène Royal

La défaite de Ségolène Royal à la présidentielle est due, pour près d'un Français sur trois (31 %), au fait que le Parti socialiste ne l'a pas assez soutenue pendant la campagne, selon un sondage LH2 à paraître, aujourd'hui, dans Libération.

Parmi les autres explications à cette défaite, les personnes interrogées citent également « le travail de Nicolas Sarkozy » et « le manque de renouvellement des idées de gauche » (14 % chacune), ainsi que « les insuffisances

du projet du PS » (13 %). En outre, 15 % des Français attribuent cette défaite à la personnalité de la candidate et 9 % à son programme. « Ségolène Royal est largement exonérée de l'échec de la présidentielle », analyse François Miquet-Marty, directeur des études politiques à LH2.

Sondage réalisé du 11 au 19 mai par téléphone auprès d'un échantillon de 2019 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus (méthode des quotas).

## Ségolène Royal soutiendra une centaine de candidatures

Par ailleurs, Ségolène Royal, a expliqué, hier à Poitiers, qu'elle ne se présentait pas aux élections législatives « pour éviter le cumul des mandats », et estime que cela ne « l'empêchera pas de s'exprimer ». La députée des Deux-Sèvres, qui a appelé les électeurs à « donner la plus grande majorité possible aux élus socialistes », a « reçu une centaine de demandes » de candidats lui demandant de venir les soutenir.

## POLITIQUE EXPRESS

### MÉNAGE

**Raymond Forni : le temps de François Hollande à la tête du PS "est passé"**  
L'ancien président de l'Assemblée nationale, le socialiste Raymond Forni, a appelé, hier, à « une refondation » du PS avec un « nouveau responsable », estimant que « le temps de François Hollande » à la tête du Parti socialiste était « passé ». « La priorité, c'est de se remettre au travail sérieusement (...) Je suis favorable à une refondation

du Parti socialiste sur la base de ce qui se fait dans d'autres pays d'Europe. Car on ne pourra pas être les derniers révolutionnaires qui maintiennent en vie des partis ou des groupuscules qui ne représentent qu'eux-mêmes », a déclaré Raymond Forni sur la chaîne parlementaire LCP.

### NOMINATION

**Le préfet de la région PACA Christian Frémont, directeur de cabinet d'Alain Juppé**  
Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur Christian Frémont (photo Félix Golési) va devenir le directeur de cabinet d'Alain Juppé, ministre d'Etat chargé de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement durables. La nomination sera officialisée



prochainement. Agé de 65 ans, il est préfet des Bouches-du-Rhône, de la région PACA et de la zone de défense Sud depuis le 2 juin 2003.

### HOMMES-FEMMES

## Xavier Bertrand se donne deux ans pour parvenir à une « égalité salariale »

Le ministre du Travail, des Relations sociales et de la Solidarité, Xavier Bertrand, a déclaré, hier, qu'il se fixait « deux ans » pour parvenir à une « égalité salariale » hommes-femmes dans les entreprises. « On s'aperçoit que le temps passé pour une femme à élever ses enfants ne lui permettra pas le même déroulement de carrière », a noté le nouveau ministre sur France Inter. « Voilà pourquoi aujourd'hui la politique doit sortir des généralités et aller dans le concret ». Les « entreprises » qui ont appliqué cette mesure, « il faut les mettre en avant, il faut montrer que les choses sont possibles. »

### POLÉMIQUE

## Arno Klarsfeld affirme avoir été tabassé par le FN en 1987 ce que le parti dément

Arno Klarsfeld a maintenu, hier soir avoir été tabassé en 1987 par le service d'ordre du FN, lors d'un rassemblement au Bourget et a produit plusieurs certificats médicaux témoignant qu'il présentait alors « de multiples contusions sur tout le corps ». Il réagissait au « démenti formel » opposé, hier, par le FN à cet épisode que l'avocat avait raconté dans une interview au *Journal du Dimanche*. « Je ne suis pas un menteur », a-t-il déclaré. Hier, le FN avait affirmé qu'il « s'était présenté avec un tee-shirt sur lequel il était inscrit "Le Pen, nazi" qu'il cachait sous sa veste, n'a reçu aucun coup mais a été déshabillé et remis en slip au bord de la route ».